



REPUBLIQUE FRANÇAISE
Département d'Indre-et-Loire
Troisième Circonscription

Elections Législatives du 23 Novembre 1958

Jean DIOT

Président de la Chambre de Commerce
de Tours et d'Indre-et-Loire.

CANDIDAT DU

RENOUVEAU NATIONAL ET D'UNION SOCIALE

INVESTI PAR LE PARTI PAYSAN ET PAR L'U. D. C. A.

Suppléant :

Léon FOUCRÉ

Négociant à Loches
Croix de Guerre 1939-1940
Chevalier du Mérite Commercial
Président d'honneur de l'Union Commerciale

Françaises, Français,

La consultation électorale à laquelle vous êtes appelés est sans doute la dernière occasion qui vous est offerte de décider par un bulletin de vote :

- si vous voulez sauvegarder vos libertés et votre patrimoine familial ou si vous consentez à la socialisation ;
- si vous entendez que la France, gouvernée par les mêmes pour que « ça continue », **reçoive ses ordres de Washington ou de Londres et, demain, de Moscou**, ou si vous entendez que la France soit aux Français, indépendante et souveraine, maîtresse de son destin et de son patrimoine pour garantir la Paix dans le monde.

EN 1956 TOUT DEVAIT CHANGER : LES SOCIALISTES ET LEURS COMPLICES VOUS L'AVAIENT PROMIS.

Gouvernant tantôt avec le soutien des communistes et la complicité des radicaux, et de certains modérés, tantôt avec le soutien des partis du Système et la complicité des communistes.

AVEC LEURS PLEINS POUVOIRS TOUT S'EST AGGRAVÉ :

La gabegie de l'Etat et les impôts, la ruine du franc et notre dépendance de l'étranger, l'abandon de nos richesses africaines et l'effondrement de notre prestige, se sont précipités.

Ils ont tant fait que la IV^e République s'est écroulée sous le poids de ses trahisons.

**LE 13 MAI, UN ESPOIR EST NÉ...
TOUT POUVAIT CHANGER...**

La venue de l'actuel Président du Conseil et son autorité ont fait espérer, à l'immense majorité des Français, un redressement national. Le Président du Conseil pouvait favoriser la promotion d'hommes nouveaux, changer de politique et congédier les politiciens : il pouvait consulter la Nation sur ses vœux et doléances, avec l'appui du peuple, libérer l'Etat des tutelles financières qui le tiennent asservi.

Ce fut le sens du référendum : en votant OUI, le peuple Français espérait que ça changerait.

RIEN N'EST CHANGÉ !

La V^e République a réinstallé les mêmes hommes pour précipiter la réalisation de la même politique.

POUR UNE FRANCE NOUVELLE... IL FALLAIT DES HOMMES NOUVEAUX !

Sous l'autorité du Président du Conseil, les mêmes valets de la finance poursuivent la socialisation du pays, commandée par l'entrée en vigueur du Marché Commun :

- fonctionnarisation du commerce déjà décrétée ;
- ruine de l'agriculture par la politique de crédit et les importations de choc ;
- concentration industrielle au bénéfice des trusts ;
- compression du pouvoir d'achat ouvrier et chômage.

Après les abandons de la Syrie, du Liban, des Comptoirs de l'Inde, de l'Indochine, du Maroc et de la Tunisie, que nous continuons à subventionner, le Système nouvelle formule, d'un seul élan, offre gratuitement aux peuples d'Afrique de se détacher de la France.

Après l'Armée trahie, les sacrifices inutiles pour des guerres perdues d'avance, nous allons continuer de payer pour des territoires que nous aurons vendus, alors que nos campagnes sont privées de crédits d'équipement.

Le déficit extérieur ne peut se chiffrer et la dette intérieure s'élève à onze mille milliards.

Le Ministre des Finances disait que la publication du Rapport des Sages établissant le bilan de la Maison France « **ne peut être publié** : ce serait la révolution. »

POUR QUE ÇA CHANGE...

Pour faire barrage au collectivisme, endiguer la ruine et faire échec aux abandons...

VOUS ELIREZ UN HOMME NOUVEAU !

Aujourd'hui, les Français qui travaillent sont le dos au mur !

POUR LA DEFENSE DES LIBERTÉS...

Pour rendre un Etat indépendant à la France...

Pour la sauvegarde de la dignité personnelle par les autorités administratives...

Pour la défense des fondements moraux et des intérêts matériels de la famille...

Pour l'élaboration d'un statut de l'enseignement privé qui donnerait effectivement aux parents la possibilité du choix de l'école...

... en 58 comme en 56, il n'est qu'un recours : liquider les conséquences de la décomposition et de la trahison politicienne par

**L'UNION DES BRAVES GENS
LES ETATS GENERAUX**

**Françaises, Français : BALAYEZ LE SYSTEME !
LIBEREZ-VOUS !**

VU LE CANDIDAT.